

Enseigner « Les crises des années trente à partir de l'exemple de la France » Classe de Troisième

A partir du dossier, le candidat doit :

1. Proposer une problématique et des objectifs à cette séance
2. Préciser l'utilisation pédagogique que vous feriez des documents extraits du manuel (document 3) : choix, place, objectifs...
3. Analyser de manière critique l'évaluation proposée par le manuel (document 4)

Composition du dossier :

- > **Document 1** : Extrait du programme de classe de Troisième (BOEN, hors série N°10, 15 octobre 1998) et du document d'accompagnement (1999)
- > **Document 2** : Extraits de textes scientifiques.
 - 2.1. Dominique BORNE & Henri DUBIEF, *La crise des années 30 (1929 - 1938)*, « Nouvelle Histoire de la France contemporaine - T.13 » Seuil, Paris 1989 Introduction pp.7-8.
 - 2.2. Michel WINOCK, *La France politique (XIXe - XXe)*, « Points Histoire » Seuil, Paris, rééd 2003, pp. 213-215
 - 2.3. Jean-Paul BRUNET *Histoire du Front populaire*, «Que sais-je?», PUF, Paris, 2^{ème} éd., 1998, conclusion pp.121-122.
- > **Document 3** : Extrait de manuel, Histoire- Géographie 3^{ème}, pp. 62-63
Sous la direction de Vincent Audoumié, Hachette, 2004.
- > **Document 4** : Extrait de manuel, Histoire- Géographie 3^{ème}, pp. 84-85
Sous la direction de Vincent Audoumié, Hachette, 2004

1.1. Extrait du programme de classe de troisième, BOEN, hors série N°10, 15 octobre 1998

I -1914-1945 : GUERRES, DEMOCRATIE, TOTALITARISME (17 à 21 heures)

3. Les crises des années 1930, à partir des exemples de la France et de l'Allemagne (6 à 7 heures)

L'étude de l'Allemagne nazie met en évidence la substitution à une démocratie d'un régime de type fasciste. On insiste sur les pratiques totalitaires d'un régime fondé sur le mythe d'une "race pure" et sur la volonté d'expansion qui conduit à la guerre.

Pour la France, dont la tradition démocratique est plus ancienne et plus solide, on montre la remise en cause du régime parlementaire, la violence de l'opposition droite-gauche, et l'expérience du Front populaire.

Ces deux exemples permettent, dans le cadre européen, de présenter une vue d'ensemble des crises des années 1930 (aspects économiques, sociaux, politiques et culturels).

1.2. Extrait du document d'accompagnement des programmes de troisième, 1999

A. 1914-1945 : guerres, démocratie et totalitarisme

3. Les crises des années 30

La crise de 1929 ne doit pas être étudiée en détail en tant que telle. Les crises des années 30 sont multiformes : elles sont présentées à travers deux exemples : celui de la France, une démocratie qui résiste malgré des remises en cause, et celui de l'Allemagne, pays qui sombre dans la dictature. Ces exemples permettent de montrer ce qu'ont été les crises des années 30 en Europe dans toutes leurs dimensions : économiques, sociales, culturelles et politiques. Une approche technique (l'effondrement de Wall Street, ses conditions, ses facteurs et les détails de l'enchaînement mondial de la dépression) ne rendrait pas compte de la complexité des crises qui ont marqué les années 30. Les aspects économiques, sociaux, politiques, culturels de ces crises sont interdépendants : il faut expliquer, par exemple, les effets de la montée du chômage et de la misère en Allemagne (6 millions de chômeurs au début de 1933 soit 33% de la population active) dans la crise politique qui amène Hitler au pouvoir, comment cette crise débouche sur un totalitarisme fondé sur le mythe de la race pure et l'expansion guerrière. Il faut montrer la façon dont, en France, l'enlisement dans les difficultés débouche sur une poussée d'antiparlementarisme et une crise des valeurs et comment le Front populaire a pu donner une brève impression d'embellie au cours de ces "années tristes". Mais, en France, la démocratie résiste. Cette histoire alimente notre mémoire collective et rejoint les préoccupations du présent.

2.1. Dominique BORNE et Henri DUBIEF, « La crise des années 30 (1929-1938), « Nouvelle Histoire de la France contemporaine - T.13 », Seuil, Paris, 1989, introduction pp. 7-8.

« La France des années 30 est-elle cette nation en déclin, recrue d'histoire, incapable de surmonter sa victoire de 1918, enlisée dans un repli cocardier ? Cette nation embourbée dans la dépression, sans ressort ni vitalité ? Tout se conjugue pour donner l'image d'un pays affaibli : aux effets de la Grande Guerre s'ajoute un comportement démographique malthusien ; la déroute des espoirs pacifistes de Briand est amplifiée par une stratégie incompatible avec le maintien des alliances et que symbolise la ligne Maginot. Le parti radical, pivot et cœur politique du régime, vieillit inexorablement dans un environnement de scandales financiers. Les gouvernements se succèdent impuissants, plus soucieux, face à la dépression, de conserver que d'innover. Les combats politiques se parent des oripeaux des luttes séculaires, mais leurs acteurs savent-ils que le totalitarisme s'affirme aux frontières ? Comment ne pas aboutir au désastre ? Ainsi lit-on les années 1930 à la lumière des déroutes de l'an 40. A une inexorable défaite, il faut trouver d'évidentes origines. Pour Vichy, trop peu d'enfants, trop peu d'armes, les loisirs substitués au travail, la discorde à l'union nationale. Pour Léon Blum, les élites de la nation, la bourgeoisie au premier chef, ont fui les responsabilités qui correspondaient à leur pouvoir. Alfred Sauvy a minutieusement décrit les ignorances d'une classe politique incapable de maîtriser la conjoncture et enfermant le pays dans des remèdes malthusiens. La mort de la II^e République, à Vichy, en juillet 40 semble, comme une sanction, confirmer le diagnostic du déclin. Faire l'histoire des années 1930, est-ce donc instruire un procès rétrospectif ?

Oublions, méthodologiquement, la catastrophe finale, replaçons la France des années 30 non plus seulement dans le cadre étroit de la décennie, mais dans le temps plus long du premier XX^e siècle, qu'observons-nous ? Certes, une crise, et toute crise révèle et le vieillissement des structures et l'usure d'un système. Mais si la crise met en lumière l'insupportable poids des permanences, elle est signe de ce renouvellement profond des mentalités et des formes d'organisations qui s'épanouira après la Seconde Guerre mondiale. S'esquissent alors quelques-unes des transformations créatrices de la France contemporaine. Evoquons, en vrac, quelques exemples : la constitution du monde ouvrier en force organisée et agissante, disposant d'organisations qui lui sont propres ; les débuts d'un nouveau rôle de l'Etat, qui tente timidement encore d'agir sur la conjoncture, mais qui, surtout, se place en arbitre entre les forces sociales ; l'apparition des loisirs de masse, l'épanouissement de la radio et du cinéma ; la croissance des effectifs de Renseignement secondaire, les organisations de jeunesse ; le rôle des intellectuels. L'énumération pourrait être longue. Les années 30 annoncent l'après-guerre. La première version de ce livre s'intitulait *Le déclin de la III^e République*. Cette édition, complétée et largement remaniée, propose de remplacer *déclin* par *crise*. [...] La crise est changement de peau, mue douloureuse mais rajeunissante. La crise porte en elle-même le renouvellement de l'organisme qu'elle atteint. Elle n'est pas signe de mort. »

2.2 Michel WINOCK La France politique (XIX^e - XX^e), « Points Histoire » Seuil, Paris, rééd 2003, pp. 213-215

« Ces années 1930 sont secouées, en effet par une troisième tempête antiparlementaire¹. On y retrouve tous les ingrédients des crises passées : instabilité ministérielle (faute de parti majoritaire ou de coalition stable), scandales financiers, réforme constitutionnelle rendue impossible par la divergence des intérêts représentés, crise économique et monétaire, affaiblissement de l'Etat face aux dictatures étrangères. Le Président de la République, qui a le droit de dissoudre, ne dissout plus depuis Mac Mahon ; les présidents du Conseil durent moins que les rosés ; le principe d'autorité se délite ; on entonne de nouveau les refrains de la « décadence ». Devant le

¹ M. Winock a, auparavant, traité du boulangisme et de l'affaire Dreyfus

triste spectacle que donnent une Chambre des députés impuissante et un Sénat de gérantes endormis, une nouvelle génération intellectuelle fait éclater sa colère et son désir de révolution. Ces « non-conformistes des années 30 », si divers étaient-ils, partagent le même dégoût du parlementarisme « régime idéal de pourriture » comme le désigne *Ordre nouveau*, la revue d'Arnaud Dandieu et de Robert Aron. La même publication écrit en février 1934 : « il n'y a plus de politique, il n'y a que des politiciens, six cents bavards, soit inconscients, soit trop malins, toujours impuissants. Elire un député signifie trop souvent aujourd'hui donner l'immunité parlementaire à un escroc, un receleur, un dangereux imbécile ». Jamais le régime n'a été à ce point discrédité, au moment où les exemples venus d'Italie et d'Allemagne inspirent ceux qui veulent en finir avec les institutions suicidaires de la France. L'idée d'une dictature est dans l'air, à tout le moins le souhait d'un rétablissement de l'autorité, dont le Parlement ferait à coup sûr les frais.

[...] La III^e République se remet de la crise antiparlementaire des années 1930, de la journée du 6 février 1934, de l'immense littérature journalistique, doctrinale, romanesque, qui la voue aux gémonies, elle et ses députés, « Herriot-le-bœuf-gras » et « Blum-l'esthète-pourri-à-la-vaisselle-d'or », mais elle ne survit pas à la défaite militaire. Le 10 juillet 1940, baisser de rideau : le Parlement se fait lui-même hara-kiri, en confiant les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, lequel, nourri d'antiparlementarisme, réduira les Chambres, selon le mot de Jules Jeanneney, président du Sénat, au rang de « congrégations contemplatives ». Les Français avaient enfin un Chef, divine surprise ! »

2.3. Jean-Paul BRUNET, *Histoire du Front populaire*, « Que sais-je ? », PUF, Paris, 2^{ème} éd., 1998, conclusion pp.121-122.

« Le Front populaire était porteur d'une grande espérance. Il s'acheva dans la déception générale. [...] A quelles causes attribuer cet échec ?

Le Front populaire fut d'abord victime de ses contradictions. Il rassemblait quelques révolutionnaires ardents (à l'extrême gauche) des révolutionnaires momentanément assagis (les communistes) des socialistes qui agissaient en réformistes tout en se proclamant révolutionnaires, des réformistes avérés (les membres de l'USR et certains radicaux), des républicains convaincus mais réticents devant toute réforme de structure (la masse des radicaux). Une coalition aussi hétéroclite, scellée dans l'opposition ne pouvait résister très longtemps au choc du pouvoir.

Le Front populaire fut aussi victime de la conjoncture. Il fut déstabilisé par l'explosion de juin 1936, qui le conduisit à consentir à la classe ouvrière des augmentations salariales et des réformes sociales trop brutales pour que le pays pût les absorber d'un coup. La dévaluation, la « pause », la chute de Blum en juin 1937 germaient sous juin 1936. [...]

Sur le plan économique, le Front populaire a été un échec, puisqu'il n'a pas réussi à sortir la France de la crise, et que, durant sa gestion, le retard du pays s'est accentué. Dans le domaine social, il n'a pas pu maîtriser l'incidence de réformes trop brutales, ni empêcher que les classes moyennes, un moment courtisées, fissent rapidement défection. Mais c'est précisément le caractère massif des réformes de l'été 1936 et la courte euphorie des premiers temps de l'« expérience » qui firent du Front populaire un véritable mythe pour la gauche. Revivant la geste de leurs devanciers et hantés par le temps qui jouait contre eux, les gouvernements socialistes ultérieurs, moins à la Libération qu'en 1956 et en 1981, devaient précipiter les réformes au cours des premiers mois de leur existence. Cependant, avec le temps qui s'éloigne, le Front populaire, de mythe tend plutôt à devenir objet d'histoire. »

LEÇON 2

voir synthèse p. 70

La France face à la crise

Dans les années 1930, la France est touchée tardivement mais durablement par la crise économique. Les gouvernements se montrent incapables de la résoudre, ce qui provoque un mécontentement général et la montée de l'antiparlementarisme. Le 6 février 1934, les ligues organisent une immense manifestation contre la République parlementaire, qui tourne à l'émeute.

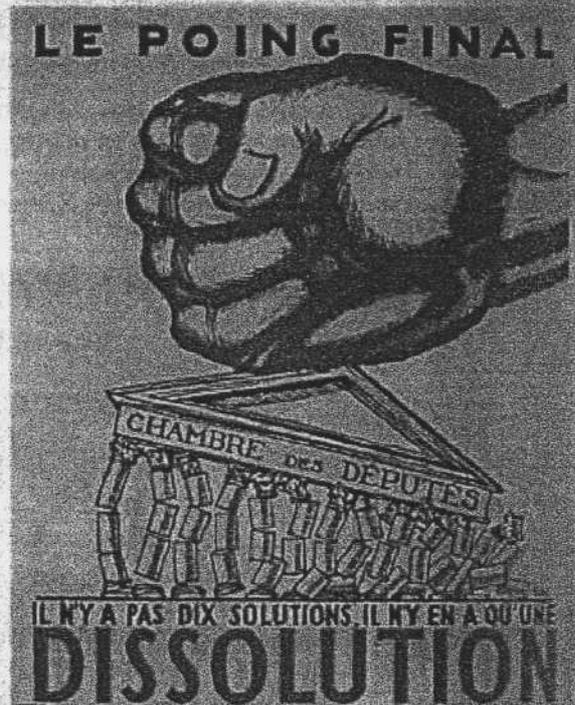
1 En 1933, les chômeurs du Nord de la France organisent une marche sur Paris

Ancien combattant de la guerre de 1914-1918, Charles Tillon est, depuis le congrès de Tours, un militant très actif du parti communiste. Il est à l'origine de la plupart des grèves qui se développent alors dans le secteur de la pêche et de la marine marchande. En 1933, la direction du PCF lui confie la tâche d'essayer de coordonner les actions des chômeurs du Nord toujours plus nombreux.

Briser le silence des chômeurs exigeait que l'armée de la faim conquière la voie publique. Pour partir à pied sur les routes d'hiver de Dunkerque à Paris, il fallait choisir des hommes décidés, riches de leur révolte et conscients d'agir pour imposer la liberté de le dire jusqu'aux marches du pouvoir. On organisa jusqu'à Paris des étapes de 25 km. L'entrée dans Paris nous était interdite. À quinze heures, une colonne de huit mille chômeurs, ralliés en chemin, atteignit Saint-Denis hérissé de banderoles, pour se mêler à une autre foule de dix mille autres sans-travail parisiens, venus à leur rencontre. Une mer de casquettes piquées de drapeaux rouges houlait autour d'une tribune. Ce n'était qu'un cri : « Du travail ou du pain ! »

D'après le témoignage de Charles Tillon, organisateur de la marche des chômeurs en novembre 1933.

1. Qu'est-ce qui montre le succès de la manifestation ?
2. Quelles sont les revendications des chômeurs ?
3. Relevez les éléments du texte qui prouvent la détermination des manifestants.



2 La république parlementaire est menacée. « Le poing final », affiche de Paul Iribre, paru dans Le Témoin du 4 février 1934.

1. En quoi cette affiche témoigne-t-elle de l'antiparlementarisme qui règne à cette époque ?
2. Que souhaitent les auteurs de l'affiche ?



3 La mort de Stavisky, escroc protégé par des membres d'un des partis au gouvernement, accélère la crise politique.

Le Canard enchaîné du 10 janvier 1934

1. Quelle place occupe l'événement dans le journal ?
2. Comment Le Canard enchaîné remet-il en cause la thèse du suicide de Stavisky ?



Ce sont des Anciens Combattants sans armes qui criaient
"A BAS LES VOLEURS ! VIVE LA FRANCE "
 que le Cartel a fait tuer le 6 Février 1934

4 Le 6 février 1934 vu par les ligues. Affiche de Galland qui accuse le gouvernement d'être responsable des morts lors de la manifestation du 6 février 1934.

1. Quel événement illustre cette affiche ?
2. D'après le document, qui sont les manifestants du 6 février 1934 ?



5 Le programme du Front populaire (rassemblement des partis de gauche) en 1936.

1. Étudiez la composition de l'affiche.
2. Quel est le programme du Front populaire ?

MISE EN RELATION

- 1- Doc. 1 et 3 : Quels sont les aspects de la crise en France au milieu des années 1930 ?
- 2- Doc. 2 et 4 : Montrez que la République est menacée en 1934.
- 3- Doc. 2 et 5 : Quelles sont les solutions proposées pour sortir de cette crise ?

✍ Rédigez un paragraphe expliquant pourquoi la France connaît une grave crise politique dans les années 1930. Utilisez les mots : antiparlementarisme, ligue.

VOCABULAIRE

antiparlementarisme : mouvement d'opinion opposé au régime parlementaire.

ligue : organisation politique, souvent d'extrême droite, hostile à la république parlementaire.

SUJET EXPLIQUÉ

► Le bilan économique et social du

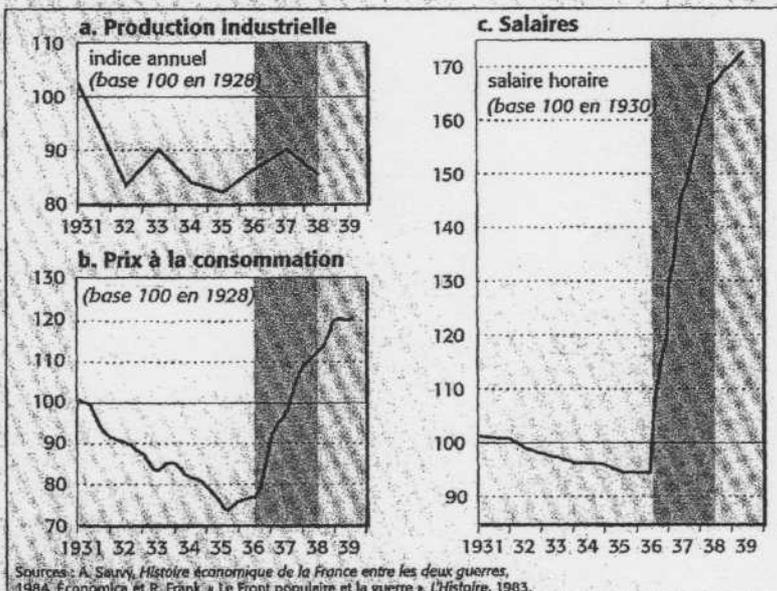
1 Les accords Matignon.
 L'Œuvre du 8 juin 1936.

2 Un membre du gouvernement de Léon Blum se souvient

Pour la première fois en France un gouvernement à direction socialiste prenait le pouvoir. Ce gouvernement va d'abord parer au plus pressé ; avant tout il s'agit de relancer la vie économique. Les mesures prises en quelques semaines constituent un ensemble impressionnant (accords salariaux, semaine de 40 heures, congés payés). Nous voulions reconstituer le pouvoir d'achat, stimuler la production. D'autres lois allaient plus loin. Ce n'est

donc pas sans raison que le souvenir de 1936 est resté très profondément ancré dans l'esprit de la classe ouvrière. Ces lois avaient une portée d'émancipation, de libération ; elle transformaient la nature des relations entre employeurs et employés.

D'après Pierre Mendès France, *Exposé débat*, École normale supérieure, 26 avril 1965.



Sources : A. Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, 1984 ; Économica et R. Frank, « Le Front populaire et la guerre », *L'Histoire*, 1983.

3 L'évolution de la production industrielle, des prix et des salaires dans les années 1930.

QUESTIONS

1. Doc. 1 : Quelles sont les raisons qui poussent le patronat à signer un accord avec les syndicats d'ouvriers en juin 1936 ?
2. Doc. 2 : Quelles sont les principales mesures économiques et sociales prises par le Front populaire ?
3. Doc. 3 : Comment évoluent la production industrielle, les prix et les salaires entre 1936 et 1938 ?

Paragraphe argumenté

À partir des informations contenues dans les documents et de vos connaissances personnelles, rédigez un paragraphe argumenté d'une vingtaine de lignes répondant au sujet suivant : le bilan économique et social du Front populaire.

Front populaire

MÉTHODE

1. Délimiter et comprendre le sujet

Le sujet porte sur l'ampleur mais aussi les limites de la politique économique et sociale du Front populaire. Il faut utiliser le *chapitre 3* du manuel pour pouvoir répondre aux questions.

2. Analyser les documents

Doc. 1. Cette première page du quotidien *L'Œuvre* met l'accent sur le rôle du gouvernement qui a obtenu un accord entre les ouvriers et le patronat, après plusieurs semaines de grèves.

Doc. 2. C'est un témoignage qui montre la nouveauté et l'importance des mesures économiques prises par le Front populaire en 1936 mais aussi leur portée à plus long terme.

Doc. 3. Ces trois graphiques montrent l'amélioration de la vie quotidienne des Français (forte augmentation des salaires), mais aussi la baisse de la production industrielle dès 1937 et la forte augmentation des prix à partir de 1936.

3. Quelles informations retenir ?

Les accords Matignon et les mesures prises par le Front populaire ont suscité un immense espoir.

Ils visent à relancer l'économie et à améliorer les conditions de vie des ouvriers mais ils entraînent aussi une diminution de la production industrielle et une forte augmentation des prix à partir de 1936.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

1. Les accords Matignon signés le 7 juin 1936 prévoient une hausse des salaires et la reconnaissance du droit syndical.
2. Une loi accorde 15 jours de congés payés, une autre la semaine de 40 heures.
Ces mesures bouleversent la vie quotidienne des Français dans leur travail.
Ils peuvent être membres d'un syndicat ; ils sont représentés par des délégués du personnel et n'effectuent plus que 40 heures de travail par semaine.
Leur vie privée est modifiée par l'introduction des loisirs que permettent les 40 heures et les congés payés.
3. Les mesures prises par le Front populaire ont un coût économique (hausse des prix, baisse de la production industrielle).



AIDE À LA RÉDACTION DU PARAGRAPHE ARGUMENTÉ

1. Les connaissances à utiliser

La rapidité de la mise en place de nouvelles mesures économiques et sociales obtenues grâce à l'action des syndicats ouvriers et du gouvernement de Léon Blum.

Les problèmes économiques que le Front populaire n'a pas pu résoudre.

2. Trouver le plan

On peut choisir le plan suivant :

- les réformes qui se font dans l'urgence entre juin et août 1936 : augmentation de salaires, établissement de conventions collectives, droit syndical reconnu, semaine de 40 heures, instauration des congés payés.
- le bilan économique mitigé en 1938 qui est source de déception pour tous ceux qui ont soutenu le Front populaire.

3. Construire l'introduction

Il faut insister sur l'expérience originale du Front populaire qui, après avoir gagné les élections législatives de mai 1936 dans un contexte de crise économique et politique, doit mettre en œuvre des réformes sous la pression des grèves et occupations d'usines.

Annnonce du plan : Des réformes mises en place rapidement (I), qui sont novatrices (II) mais qui ne parviennent pas, dans l'immédiat, à sortir la France de la crise économique (III).

4. Conseils pour rédiger

Illustrez, grâce à vos connaissances personnelles, les idées contenues dans les documents (ex. les mesures prises en quelques semaines, la reconstitution du pouvoir d'achat, la stimulation de la production) par des exemples précis. On peut insister sur le débat suscité par la loi sur l'abaissement à 40 heures de la durée hebdomadaire de travail, loi rendue responsable de la baisse de la production industrielle.